

Suivi des Risques de Protection (SRP) - Avril 2026

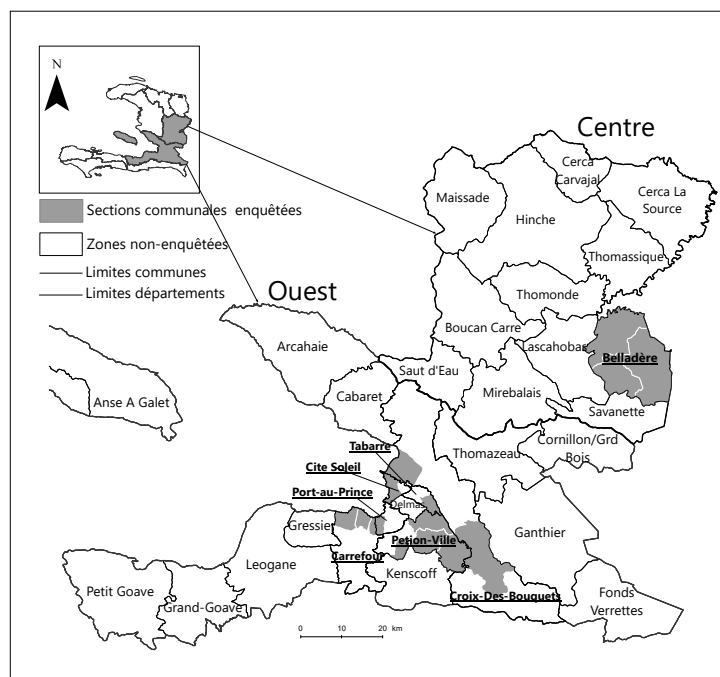
Zone métropolitaine de Port-au-Prince et commune de Belladère (Centre)

Août 2026 | Haïti

Messages clés

- Les **attaques contre les civils** ; les **violences basées sur le genre (VBG)** ; et les **séparations familiales** ont été identifiées comme les risques les plus fréquents et sévères.
- Si les **femmes et filles** sont **particulièrement vulnérables aux VBG**, les **hommes et garçons le sont également**. La dimension genrée des problèmes de protection auxquels ils font face, par exemple leur recrutement de force ou assassinat ciblé, est rarement reconnue. Tant que leur vulnérabilité aux VBG restera ainsi invisibilisée, la réponse à leurs besoins restera insuffisante.
- Les effets rapportés des risques de protection étaient des plus ou moins sévères selon le risque, la localité, et les groupes vulnérables identifiés. Néanmoins, des **effets sévères sur l'accès à la nourriture, ou sur le déplacement des populations ont été fréquemment rapportés** ; en plus de l'impact cumulatif que ces risques ont sur les autres besoins sectoriels en réduisant l'accès aux services de base.

Carte 1 : sections communales couvertes par l'enquête



16/20

sections communales où le risque de violence basées sur le genre a été identifié.

13/20

sections communales où les informateurs clés ont rapporté la violence et l'insécurité comme l'une des barrières d'accès aux services de base

Contexte

En Haïti, les besoins en matière de protection sont particulièrement aigus ([MSNA 2025](#)). Au-delà des risques physiques et psychologiques pour les individus, ils entraînent également une dégradation de l'accès aux services pour les populations affectées.

L'absence de mécanismes centralisés de collectes et d'analyses de données sur les risques de protection limite l'intégration de la protection en tant que thématique transversale de la réponse, et le développement de plaidoyer et programmes basés sur les faits. Pour pallier ce manque, REACH et le Cluster Protection se sont associés pour mettre en place le **Suivi des Risques de Protection (SRP)** en Haïti, en conformité avec les priorités du Cluster et les standards du Cluster Protection Global.

Les données de ce cycle ont été collectées en avril 2026.

Objectifs du SRP

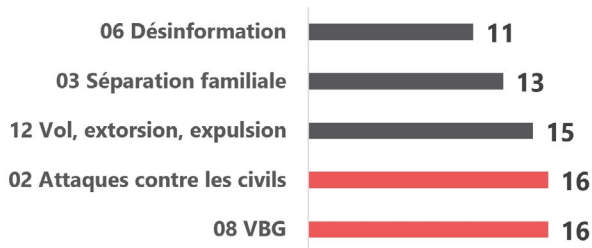
Le SRP est un cycle de recherche régulier qui vise à harmoniser les pratiques de collecte de données en protection, centraliser les données sur les besoins en protection sous le Cluster Protection, et former les partenaires humanitaires à la collecte de données sur les risques de protection.

Les informations collectées permettent d'identifier les principaux risques de protection et leurs impacts sur les populations ; les zones et populations les plus affectées ; et de documenter l'évolution des risques dans le temps.

À partir des données du SRP, REACH a développé **un indice de sévérité**, qui permet d'identifier les risques les plus fréquents et les plus sévères, mais également ceux spécifiques à une zone, ou rarement identifiés mais particulièrement sévères. La méthodologie du SRP et de l'indice est détaillée en **Annexes**.

Risques de protection prioritaires

Graphique 1 : top 5 des risques de protection les plus fréquemment identifiés (nombre de sections communales)



Le SRP collecte des informations sur les 15 risques de protection reconnus par le Global Protection Cluster, dont le détail est accessible en ligne dans le [Tableau de bord du SRP](#). Pour identifier les risques prioritaires, IMPACT a développé un [indice de sévérité](#), permettant d'identifier la présence et sévérité d'un risque sur la base des données collectées. Le score moyen de sévérité est élevé pour chacun des 14 risques de protection identifiés à travers les 20 sections communales étudiées : aucun risque n'a un score moyen en dessous de quatre (sur cinq). Cette sévérité confirme une dynamique identifiée dans d'autres études : les besoins en matière de protection sont particulièrement aigus (et divers) dans les départements du Centre et de l'Ouest ([MSNA 2025](#), [PAU 2025](#)).

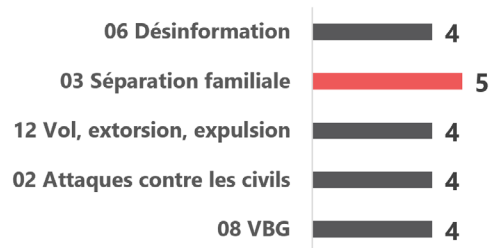
En avril 2026, dans les 20 sections communales étudiées, les risques les plus fréquemment identifiés et les plus sévères étaient les VBG, les attaques contre les civils, et les séparations familiales.

Violences basées sur le genre

Le risque de VBG a été identifié dans trois quart des sections communales étudiées (16/20), avec une sévérité moyenne élevée (4). La sévérité de ce risque est particulièrement aggravée par l'absence de services dans la section communale pour y faire face : à la fois l'absence de services de protection en général, mais également l'absence de services pour les survivant.e.s de VBG.

Plusieurs groupes ont été rapportés comme étant particulièrement vulnérables aux VBG. En premier lieu, les femmes et les filles (y compris les femmes enceintes ou allaitantes), notamment pour les violences sexuelles liées au conflit dans certaines zones contrôlées par les gangs¹. Mais les VBG touchent également les hommes et les garçons, qui sont souvent invisibilisés comme groupes affectés pour plusieurs raisons : les VBG envers les hommes et garçons sont particulièrement sous-rapportés à cause de stigmas sociaux ; et certaines violences contre les hommes et garçons sont approchées sans reconnaître leur aspect genré. Ils sont particulièrement vulnérables au risque de recrutement

Graphique 2 : top 5 des risques de protection les plus sévères (nombre de sections communales, score sur cinq)



forcé ou attaques contre les civils en raison de leur genre, puisque les parties au conflit les perçoivent comme combattants potentiels². Les personnes LGBTQI+ ont également été rapporté comme vulnérables aux VBG.

Attaques contre les civils et infrastructures civiles

Le risque d'attaques contre les civils et infrastructures civiles a également été identifié dans trois quart des sections communales étudiées (16/20) avec un score de sévérité moyen élevé (4). Ce sont surtout les effets sur les populations affectées qui rendent ce risque sévère ; les informateurs clés ayant rapporté comme conséquences le déplacement forcé, l'accès réduit ou interrompu aux services de base ou à l'assistance humanitaire.

Séparations familiales

Bien que le risque de séparations familiales ait été identifié dans moins de sections communales que les deux risques précédents, il reste identifié dans une majorité (13/20) et est particulièrement sévère (4). Cette sévérité s'explique surtout en raison de la double origine de la menace : les séparations familiales sont à la fois causées par des facteurs sécuritaires (par exemple, la séparation durant le déplacement ou dûes au décès des deux parents) ; mais également par des facteurs économiques : le manque de ressources ou de moyens d'existence peut mener des familles à marier leurs enfants ou les envoyer dans une autre famille pour leur offrir de meilleures conditions, les exposant au risque d'exploitation à travers le phénomène du *restavek*³.

¹ Centre de Recherche de d'Analyse de Terrain, «Mettre les mots sur les maux» : Une analyse critique et multidimensionnelle des violences basées sur le genre en Haïti, Avril 2026

² Ibid

³ Le Centre de Recherche de d'Analyse de Terrain définit le *restavek* comme "[désignant] un enfant issu d'une famille défavorisée, souvent une fille, envoyé vivre chez une autre famille, généralement en milieu urbain. Cet enfant devient généralement une main-d'oeuvre domestique non rémunérée et est exposé à des risques élevés de violences physiques, sexuelles et émotionnelles."

Vulnérabilités géographiques

Les risques de VBG et d'attaques contre les civils et infrastructures civiles ont été identifiés dans de nombreuses sections communales, sans tendance apparente autre que le grand nombre de localités affectées.

D'autres risques semblaient plus localisés, notamment pour les risques auxquels les enfants sont particulièrement vulnérables. Ainsi, le recrutement d'enfants dans les groupes armés a été particulièrement rapporté dans les communes où les gangs opèrent en ZMPAP (Carrefour et Port-au-Prince) ; et les mariages d'enfants dans les zones rurales à Belladère (Centre).

Parmi les 20 sections communales étudiées, celles où le plus grand nombre de risques a été identifié sont la 10ème section Thor et la 9ème section Bizoton, avec 10/15 risques identifiés. Ces deux sections sont limitrophes et font partie de la commune de Carrefour (ZMPAP), suggérant l'exposition fréquente des habitants de cette commune (partiellement contrôlée par les gangs, [BINUH](#)) à de nombreux problèmes de protection. Pour la 10ème Section Thor (Carrefour), les risques étaient particulièrement sévères : sur les dix risques identifiés, sept avaient un score maximal de cinq⁴.

⁴ Ces risques étaient : Enlèvements et arrestations ; Séparations familiales ; Mariages forcés ; Recrutement forcé ; Violences basées sur le genre ; Vols, extorsion ou expulsion ; et Restrictions de mouvement & déplacement forcé.

Effet sur les personnes affectées

Les effets des risques de protection rapportés par les informateurs clés varient selon les localités, les problèmes de protection et les populations touchées. Toutefois, certains impacts ont été fréquemment rapportés à travers ces catégories : le stress psychologique, la réduction ou l'interruption de l'accès aux services de base, la réduction ou l'interruption de l'accès à l'aide humanitaire, les déplacements forcés, et la séparation des familles.

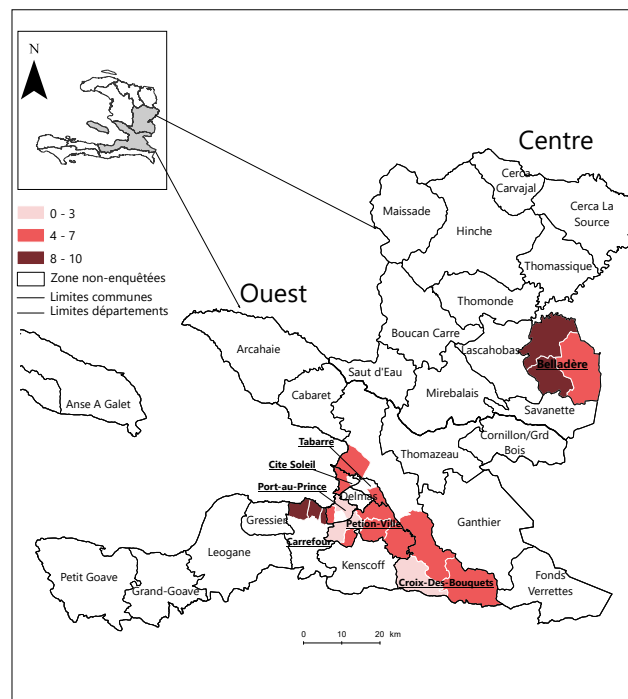
En réduisant la capacité des ménages à satisfaire leurs besoins essentiels, certains problèmes de protection ont un effet cumulatif sur les autres besoins sectoriels - au-delà de leurs conséquences immédiates. La violence et l'insécurité ont notamment été rapportées comme l'une des principales barrières d'accès aux services de base (rapporté dans 13/20 sections communales), juste après l'absence de moyens de transport (16/20 sections communales) et le coût trop élevé des services (14/20 sections communales). Une réponse multisectorielle complémentaire aux activités de protection semble donc nécessaire pour répondre aux besoins des ménages affectés par ces problèmes.

Graphique 3 : les quatre problèmes de protection les plus fréquemment rapportés et les deux effets les plus fréquemment rapportés par les informateurs clés⁵

Problème de protection (# de sections communales)	Effet #1 du problème (# de sections communales)	Effet #2 du problème (# de sections communales)
Vols, pillages et extorsion (15)	Accès réduit à la nourriture ou aux marchés (9)	Stress psychologique, anxiété ou traumatisme (9)
Attaques et actes de violence contre les civils (14)	Accès réduit ou interrompu aux services de base (10)	Déplacement de la population (8)
Séparation des familles (13)	Stress psychologique, anxiété ou traumatisme (11)	Déplacement de la population (10)
Violences basées sur le genre (13)	Stress psychologique, anxiété ou traumatisme (11)	Accès réduit ou interrompu aux services de base (7)

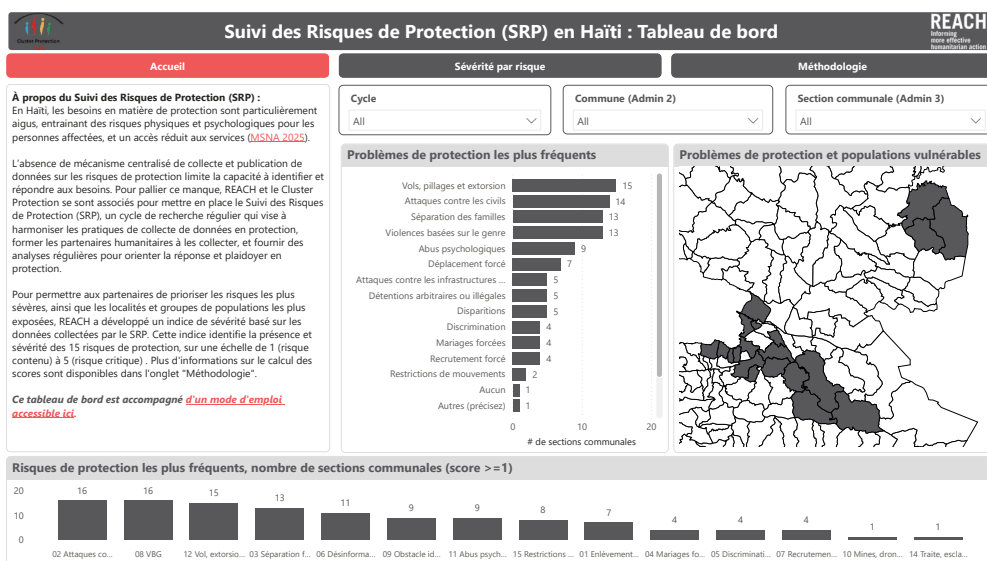
⁵ Chaque informateur clé pouvait rapporter jusqu'à cinq problèmes de protection présents dans sa section communale. Pour chacun de ces problèmes, il pouvait rapporter plusieurs effets de ce problème sur les personnes affectées.

Carte 2 : nombre de risques identifiés par section communale



Pour aller plus loin :

Les données de ce rapport sont issues du [tableau de bord du SRP](#), un outil libre et en ligne mis à jour après chaque cycle de collecte. Ce tableau de bord est accompagné d'un [mode d'emploi](#) pour comprendre comment l'utiliser.



Intéressé.e par les produits REACH ? Recevez nos dernières analyses en Haïti en vous inscrivant à [notre liste de dissémination](#).

Partenaires du SRP :

Les données du SRP ont été collectées par les organisations partenaires du Cluster Protection suivantes :



Financé par
l'Union européenne



A PROPOS DE REACH

REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de relèvement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences.

REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR).

Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet : www.reach-initiative.org et nous suivre sur Twitter: @REACH_info.

Annexe 1 : méthodologie du SRP

La méthodologie du Suivi des Risques en Protection (SRP) en Haïti, co-développée par REACH et le Cluster Protection, repose sur des entretiens structurés auprès d'informateurs clés. Le questionnaire du SRP est basé sur le Cadre Analytique de la Protection, et reprend les 15 risques de protection et trois des quatre piliers (menaces, effets, capacités). Les données sont collectées et analysées au niveau de la section communale (admin 3), à raison de trois entretiens par section communale. À partir des réponses des informateurs clés, les règles d'aggrégation suivantes sont appliquées pour obtenir des données à l'échelle de la section communale :

Questions à choix unique :

- Si au moins deux IC rapportent la même réponse, cette réponse est retenue comme la réponse finale.
- Si les réponses divergent, chaque modalité sera d'abord codée en score ordinal sur une échelle cohérente (ex. Très sûr=0, Très dangereux=5). Pour une même section communale, la valeur finale retenue correspondra à la moyenne des scores (hors « Ne sait pas/Préfère ne pas répondre »), arrondie à l'entier le plus proche.

Questions à choix multiples

- L'ensemble des choix rapportés par les informateurs clés est conservé, sauf :
 - Si deux IC (ou plus) rapportent une réponse négative (ex : « aucune menace »), ne conserver que cette réponse négative.
 - Si un seul IC rapporte une réponse négative, ne pas prendre en compte cette réponse négative isolée.

La sélection des informateurs clés est effectuée par les partenaires de collecte, selon des critères de sélection développés conjointement avec le Cluster Protection (« ne pas nuire », connaissance des enjeux de protection de la zone, respect des principes humanitaires, diversité des profils, etc.). Les données quantitatives collectées dans le cadre du SRP sont triangulées autant que possible avec des sources de données secondaires.

Limites :

- Cette évaluation reposant principalement sur des modes de collecte non probabilistes (enquêtes quantitatives auprès d'IC), les résultats de ce cycle ne pourront donc pas être considérés comme représentatifs mais indicatifs, et décrivent des tendances perçues plutôt que des prévalences.
- La couverture géographique est limitée par des contraintes d'accès au terrain, de capacités, et des ressources disponibles des partenaires ; laissant certaines sections communales non-couvertes.
- Du fait de leur sensibilité, certains risques de protection (notamment sur les violences basées sur le genre et la discrimination) sont souvent sous-rapportés ou sous-estimés par les informateurs clés - par peur de représailles, stigmatisation sociale, ou manque d'information. Ainsi, si un risque de protection est identifié dans la communauté, il est probable qu'il soit effectivement présent ; en revanche l'absence de mention d'un risque par les informateurs clés ne veut pas nécessairement signifier qu'il n'est pas présent dans leur communauté.

Annexe 2 : indice de sévérité du SRP

Pour permettre aux partenaires de prioriser les risques les plus sévères, ainsi que les localités et groupes de populations les plus exposés, REACH a développé un indice de sévérité basé sur les données du SRP. Cet indice composite détaille la présence et sévérité des 15 risques de protection du Cadre Analytique de la Protection du Global Protection Cluster, sur une échelle de 1 (risque contenu) à 5 (risque critique).

Chaque risque est composé de trois piliers :

1. Menace : les menaces en cours et la manière dont elles affectent les différentes communautés.
2. Effet : les groupes touchés par les menaces, comment ou pourquoi ils sont vulnérables.
3. Capacité : les ressources et capacités qui existent aux niveaux individuel et local pour faire face aux menaces contre la protection.

Chacun des trois piliers pour chacun des quinze risques est construit à partir de plusieurs indicateurs composites dont le détail et la méthode de calcul sont disponibles [ici](#).